CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
28-03-1983
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 10 mars 1983, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone", a donné le 18 mars 1983 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 10e maart 1983 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap", heeft de 18e maart 1983 het volgend advies gegeven

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Comme il l'a fait précédemment, lors de l'examen du projet de loi spéciale relative à la Communauté germanophone (1), le Conseil d'Etat émet le présent avis bien que l'article 59ter que le Gouvernement a proposé d'insérer dans la Constitution et qui doit être le fondement de l'avant-projet, n'ait été voté jusqu'ici que dans l'une des deux Chambres législatives.

Il va de soi que l'avis est émis sous réserve de l'adoption définitive du texte dudit article tel qu'il a été proposé et voté.

II. A la différence de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles qui, en vertu de l'article 59bis de la Constitution, devait être adoptée à la majorité spéciale prévue par cette disposition, le projet de réformes institutionnelles relatif à la Communauté germanophone ne requiert, pour son adoption, que la majorité ordinaire.

La note explicative qui est jointe à la proposition du Gouvernement pour l'article 59ter, justifie comme suit cette différence :

> "Pour attribuer les compétences communautaires à la Communauté germanophone, il n'y a aucune raison d'appliquer cette mesure de protection puisque, constitutionnellement, ces matières doivent relever soit de l'Etat national, soit de la Communauté germanophone et ne sont donc retirées à aucune autre Communauté".

.../...

---

(1) Chambre, 1980-1981, doc. n° 888/1.

Le projet vise à attribuer à la Communauté germanophone une compétence propre dans les matières culturelles et personnalisables. Il n'a pas pour but d'attribuer à ladite Communauté des compétences relatives aux matières régionales qui sont actuellement exercées par la Région wallonne en vertu de la loi spéciale du 8 août 1980 (articles 1er, § 3, et 2, alinéa 3)(1).

Le recours à une loi appelée à être votée à la majorité ordinaire ne soulève pas d'objection générale. Deux objections particulières seront néanmoins faites plus loin à propos l'une de l'article 9, l'autre de l'article 55, alinéa 5, de l'avant-projet.

III. Dans de nombreux articles, la loi en projet rend applicables à la Communauté germanophone des dispositions de la loi spéciale du 8 août 1980. Il va de soi qu'en ce qui concerne la Communauté germanophone, ces dispositions n'auront d'autre valeur que celle qui s'attache à une loi votée à la majorité ordinaire.

IV. Le procédé de la législation par référence suscite toujours la question de savoir si, en cas de modification de la loi rendue applicable, ce sera la disposition ancienne ou la disposition nouvelle qui régira la matière. En l'occurrence, on relèvera

.../...

---

(1) L'article 59ter, § 3, de la Constitution, tel qu'il a été adopté par la Chambre des Représentants, dispose comme suit :

"Sur proposition de leur Exécutif respectif, le Conseil de la Communauté germanophone et le Conseil régional wallon peuvent, par décrets, décider de commun accord que le Conseil et l'Exécutif de la Communauté germanophone exercent, dans la région de langue allemande, en tout ou en partie, des compétences de la région wallonne".

le passage suivant de l'exposé des motifs :

> "Vu le souci du Gouvernement d'établir une concordance auss parfaite que possible entre le statut de la Communauté germano phone et celui des deux autres Communautés, en particulier quant au fond, il a été recouru au maximum, dans le projet, à la technique de la référence".

Il paraît donc que, dans l'intention du Gouvernement, en cas de modification de la loi spéciale, c'est la disposition modifiée qui se trouvera applicable à la Communauté germanophone. Bien entendu, il appartiendra au législateur ordinaire d'en décider autrement, le cas échéant.

V. Comme on le notera à propos de l'article 14 de la loi en projet, le Gouvernement semble envisager la possibilité d'électio partielles en vue de pourvoir au remplacement d'un ou de plusieur membres du Conseil. Si cette intention était confirmée, il s'indiquerait d'insérer dans le projet les dispositions nécessaires à l'organisation de telles élections partielles. L'article 106 du Code électoral pourrait éventuellement servir de modèle à cet effet.

De même, rien n'est prévu en cas d'annulation des élections (comp. article 231, alinéa 2, du Code électoral).

VI. L'avant-projet de loi ordinaire précédemment soumis à l'avis du Conseil d'Etat contenait un article 31 (devenu l'article 34 dans le projet adapté aux observations du Conseil d'Etat), rédigé comme suit :

"Dans les articles 45, § 5, et 46, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, modifiées par la loi du 9 août 1980, les mots "ou le Président de l'Exécutif de la Communauté germanophone" sont insérés entre les mots "Le Roi" et "présenté".

Cet article était commenté dans l'exposé des motifs, de la manière suivante :

"Article 31.

Cette disposition est justifiée par le fait que le Président de l'Exécutif de la Communauté germanophone ne fait pas partie du Gouvernement national.

Il s'imposait donc de le charger de présenter au Conseil les projets de décrets tendant à abroger ou à mettre en concordance la disposition adoptée par ce Conseil et déférée à la Cour de cassation ou au Conseil d'Etat, soit avec l'arrêt soit avec la décision des Chambres législatives".

Bien que les Exécutifs des Communautés et de la Région wallonne ne fassent plus partie du Gouvernement national, les articles 45 et 46 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, maintiennent au Roi le pouvoir de présenter au Conseil de la Communauté ou de la Région un projet de décret "tendant à l'abrogation ou à la mise en concordance de la disposition déférée à la Cour de cassation (ou au Conseil d'Etat) soit avec l'arrêt soit avec la décision des Chambres législatives".

En ce qui concerne la Communauté française, la Communauté flamande et la Région wallonne, ces articles sont, à présent, en contradiction avec l'article 18 de la loi spéciale du 8 août 1980. Si l'avant-projet ne modifie pas les articles 45 et 46 précités sur ce point, il se trouvera lui-même en contradiction avec l'article 59ter, § 5, de la Constitution, tel qu'il a été proposé par le Gouvernement et voté par la Chambre des Représentants.

EXAMEN DU TEXTE.

Article 3.

Pour éliminer une discordance terminologique entre le texte néerlandais et le texte français, il conviendrait d'écrire, au paragraphe ler et au paragraphe 2 de celui-ci, "les matières énoncées à" au lieu de "les matières définies par".

Article 4.

1. Bien qu'en conclusion de l'observation qu'il avait faite à propos de l'article 4 (alors article 5) du projet n° 888, le Conseil d'Etat n'ait pas été en mesure de formuler une proposition de modification du texte français, il paraît utile de répéter cette observation dans le présent avis, afin d'éclairer la portée de l'article :

> "Le texte néerlandais ("zijn van overeenkomstige toepassing est plus précis que le texte français. La langue française ne connaissant pas d'équivalent à l'adjectif "overeenkomstig" dan le sens du contexte et l'expression latine mutatis mutandis étant à éviter dans une disposition législative, la discordance entre les deux textes doit être acceptée, comme elle l'a été pour les mêmes expressions dans la loi spéciale de réformes institutionnelles, étant entendu que le texte néerlandais exprime mieux que le texte français le sens de la disposition"

Dans le présent projet, l'observation vaut pour les articles 4, 6, 10, 44, 51, 54 et 60.

2. A propos de la référence faite à l'article 16 de la loi spéciale, le Conseil d'Etat avait formulé la remarque suivante (Chambre 1980-1981, doc. n° 888/1, p. 8 et 9) :

"Si l'application à la Communauté germanophone des articles 5, § 2, et 8 à 15 de la loi spéciale ne soulève pas de difficulté, il n'en va pas de même de l'application de l'article 16.

Celui-ci, en effet, donne compétence aux Conseils de communautés pour l'assentiment aux traités ou accords relatifs à la coopération, notamment dans la matière visée à l'article 59bis, § 2, 2°, de la Constitution, c'est-à-dire "l'enseignement à l'exclusion de ce qui a trait à la paix scolaire, à l'obligation scolaire, aux structures de l'enseignement, aux diplômes, aux subsides, aux traitements, aux normes de population scolaire".

Or, l'article 59ter, § 2, alinéa 1er, proposé par le Gouvernement dispose comme suit :

"Le Conseil règle par décret :

1° les matières culturelles;

2° les matières personnalisables;

3° l'enseignement dans les limites fixées à l'article 59bis, § 2, 2°;

4° la coopération entre les communautés ainsi que la coopération internationale dans les matières visées aux 1° et 2°" (1).

L'enseignement étant visé au 3°, il résulte clairement du 4°, que le Conseil de la Communauté germanophone ne sera pas compétent pour la coopération internationale en cette matière, de sorte que l'article 16 de la loi spéciale ne pourra être intégralement appliquée à cette communauté.

.../...

---

(1) Le texte voté à la Chambre est fort semblable. Toutefois, le 4°, est rédigé comme suit :

"4° la coopération entre les communautés, la coopération culturelle internationale ainsi que la coopération internationale dans les matières visées au 2°".

Cette modification n'affecte toutefois pas l'observation faite à propos du projet n° 888.

Mieux vaudrait, dès lors, que le projet énonce dans une disposition propre, et non par référence à la loi spéciale, les compétences du Conseil de la Communauté germanophone à l'égard de l'assentiment aux traités et aux accords".

Cette observation n'a donné lieu à aucune modification du texte en projet, ni à aucun commentaire dans l'exposé des motifs.

Article 5.

Il n'est pas adéquat d'utiliser l'expression "matières visées ... aux articles 8 à 11 de la loi spéciale" car ces dispositions n'énoncent pas à proprement parler des matières.

Par ailleurs, il y a lieu de tenir compte, dans la rédaction de l'article, de la disposition nouvelle que constitue le paragraphe 3 de l'article 59ter.

Le texte suivant est, dès lors, proposé :

"Sans préjudice des compétences que la Constitution réserve à la loi, le Conseil règle les matières qui sont attribuées à la Communauté germanophone par l'article 3 de la présente loi ou en vertu de l'article 59ter, § 3, de la Constitution.

Dans les matières indiquées à l'alinéa 1er, le Conseil dispose des pouvoirs prévus par les articles 8, 9, 10 et 11 de la loi spéciale".

.../...

Article 7.

Pour éviter un double emploi entre l'alinéa 1er et l'alinéa 4 du paragraphe 2, il conviendrait de supprimer les mots "pour quatre ans" dans l'alinéa 1er.

Article 9.

Suivant l'article 10 de l'avant-projet de loi spéciale relative à la Communauté germanophone, qui avait été soumis à l'avis du Conseil d'Etat :

"Nul ne peut être à la fois membre du Conseil et membre de la Chambre des Représentants ou du Sénat ou membre du Gouvernement national".

Cette disposition avait suscité les observations suivantes du Conseil d'Etat :

"Dans l'exposé des motifs, le Gouvernement exprime son souci "d'établir une concordance aussi parfaite que possible entre le statut de la Communauté germanophone et celui des deux autres Communautés, tant sous le rapport de la forme que sous celui du fond ...".

Il déclare, par ailleurs, à propos de l'article 11 que :

"Les incompatibilités et interdictions concernant les membres et anciens membres du Conseil et de l'Exécutif sont les mêmes que celles qui sont applicables à la Communauté flamande et à la Communauté française".

Ces affirmations sont contredites par l'article 10, lequel, en prévoyant que : "Nul ne peut être à la fois membre du Conseil et membre de la Chambre des Représentants ou du Sénat ou membre du Gouvernement national", soumet les membres du Conseil de la Communauté germanophone à des incompatibilités qui ne s'appliquent pas aux membres des Conseils des deux autres Communautés.

.../...

Selon l'exposé des motifs, cette disposition a pour but "d'éviter que certains mandataires soient à la fois membre du Conseil de la Communauté française et de celui de la Communauté germanophone". Cette considération est étrangère aux fonctions de Ministre ou de Secrétaire d'Etat et ne saurait dès lors justifier l'interdiction d'exercer celles-ci.

En ce qui concerne l'incompatibilité ayant pour objet un mandat parlementaire, il est exact que, dans l'état actuel de la législation, le membre de la Chambre des Représentants ou le sénateur, membre de droit du Conseil de la Communauté française ou du Conseil flamand, domicilié dans la région de langue allemande, pourrait être élu membre du Conseil de la Communauté germanophone. Dans ce cas, à défaut d'une disposition qui l'interdirait, il pourrait siéger à la fois dans ces deux Conseils.

Si, comme le déclare le Gouvernement, l'article 10 a pour but d'éviter un tel cumul, ce but peut être facilement atteint sans interdire aux membres du Conseil de la Communauté germanophone l'exercice d'un mandat parlementaire.

Il suffirait de prévoir une disposition selon laquelle le membre de la Chambre des Représentants ou le sénateur qui est élu membre du Conseil de la Communauté germanophone ne siège pas au Conseil d'une autre Communauté.

La disposition envisagée pourrait être insérée dans la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

Les incompatibilités prévues par l'article 10 auraient pour effet de créer parmi les citoyens belges, selon qu'ils appartiennent à la Communauté germanophone ou à une des deux autres Communautés, une inégalité quant à leur droit d'exercer les mandats et fonctions visés par cette disposition.

A défaut d'être nécessaire à la réalisation du but invoqué pour son institution, la première de ces incompabilités créerait une inégalité de droit dépourvue de justification objective, qui constituerait, dès lors, une discrimination contraire au principe d'égalité consacré par l'article 6 de la Constitution.

La seconde incompatibilité n'ayant fait l'objet d'aucune justification appelle a fortiori la même observation".

En suivant, dans le présent avant-projet, la suggestion faite par le Conseil d'Etat, le Gouvernement a perdu de vue qu'il ne

s'agissait plus, en l'occurrence, de l'avant-projet d'une loi spéciale. Une loi ordinaire ne peut évidemment pas déroger à l'article 25 de la loi spéciale du 8 août 1980 en établissant des cas d'empêchement de "siéger au Conseil d'une autre Communauté".

L'article 9 doit donc être omis. L'incompatibilité qu'il entend instaurer ne pourrait résulter que d'une disposition votée à la majorité spéciale et qui, ainsi que le Conseil d'Etat l'avait suggéré, gagnerait à être insérée dans la loi spéciale du 8 août 1980.

Article 14.

Si, comme il ressort des indications fournies par le délégué du Gouvernement, l'intention de celui-ci est bien de permettre l'organisation d'élections partielles afin de pourvoir au remplacement de certains membres du Conseil, le maintien de l'adjectif "ordinaire" à l'alinéa 1er du paragraphe 1er se justifie.

Article 15.

Comme il était prévu à l'ancien projet de loi ordinaire, les communes de langue allemande forment une seule circonscription électorale dont le bureau principal est établi à Eupen. Le bureau principal de la circonscription siège en même temps comme bureau principal du canton d'Eupen. Il est présidé par le juge de paix d'Eupen. Un bureau principal de canton est établi à Saint-Vith. Il est présidé par le juge de paix de Saint-Vith.

Il résulte du renvoi pur et simple à l'article 95, § 7, du Code électoral, qui lui-même renvoie à l'article 100 du même Code, que les secrétaires du bureau principal de la circonscrip-

tion et du bureau principal de canton ne devraient pas être choisis parmi les électeurs de la circonscription ou de la commune, mais de l'arrondissement.

Suivant les indications fournies au Conseil d'Etat, cette conséquence ne serait pas conforme à la volonté du Gouvernement. Le texte devrait, par conséquent, être revu.

Une observation du même ordre vaut pour l'article 34, alinéa 2.

Article 16.

1. La référence à l'article 107 du Code électoral aurait pour effet qu'en cas d'élections ordinaires, devraient être convoqués les électeurs inscrits au registre des électeurs au 1er avril précédant la date de l'élection. Si l'on tient compte de ce qui est énoncé à l'article 20 du présent avant-projet, la date du 1er avril doit évidemment être remplacée par la date du 1er septembre, et la référence que l'article 107 du Code électoral fait à l'article 14, alinéa 1er, du même Code, devrait être faite à l'article 20, alinéa 1er, du présent avant-projet.

L'article 22 de l'avant-projet appelle une observation du même ordre par le renvoi qu'il contient à l'article 95, §§ 12 et 13, du Code électoral.

2. On peut se demander s'il est conforme aux intentions du Gouvernement (comp. article 36 de l'avant-projet) de donner la

.../...

responsabilité de la convocation des électeurs au Ministre de l'Intérieur, comme cela résultera du simple renvoi à l'article 107 du Code électoral. Pour ce qui est de la première convocation, on se reportera cependant à l'observation faite sous l'article 36.

Article 26.

Pour prévenir toute controverse, il serait préférable d'écrire, comme à l'article 104, alinéa 2, du Code électoral, :

"Les présidents, assesseurs et secrétaires des différents bureaux de vote et les témoins des candidats prêtent le serment prescrit par l'article 104 du Code électoral".

Cette formulation permettrait de simplifier la rédaction de l'avant-projet et notamment d'omettre l'article 15, § 4, alinéa 3, l'article 28 et l'article 34, alinéa 3.

Article 27.

Cet article reproduit l'article 12 (devenu l'article 14 dans le projet adapté aux observations du Conseil d'Etat) de l'avant-projet de loi ordinaire que le Conseil d'Etat a examiné sous le n° L. 14.151.

A propos de cet article, l'observation suivante avait été faite dans l'avis précité :

.../...

"L'article 115bis du Code électoral, rendu applicable par l'article 12 du projet, prévoit en son paragraphe 1er que les différents groupes politiques représentés au Parlement peuvent déposer un acte demandant la protection de leur sigle.

La transposition de cette disposition dans la matière des élections au Conseil de la Communauté germanophone soulève deux difficultés qui devraient être résolues dans le texte même du projet :

1. Selon quelles modalités les sigles nationaux pourront-ils éventuellement être utilisés ?

2. Y aura-t-il application d'un régime analogue à celui de l'article 115bis, mais propre à la Communauté germanophone ?".

L'exposé des motifs ne permet pas de déterminer si cette observation a été prise en considération.

Article 36.

L'article se conforme à la suggestion faite par le Conseil d'Etat dans son avis L. 14.151, sous l'article 19. Il ne tient toutefois pas compte de l'observation finale que le Conseil d'Etat avait faite dans les termes suivants :

"Si la solution indiquée était adoptée, il se recommanderait d'insérer dans le projet une disposition transitoire maintenant la compétence du Ministre de l'Intérieur pour la première élection du Conseil de la Communauté germanophone".

Article 37.

Suivant la deuxième phrase de l'alinéa 2, les suppléants doivent remplir les conditions prévues par l'article 8. Or, cet

.../...

article fixe les conditions que doivent remplir les membres du Conseil.

Il s'indiquerait de préciser, au moins dans l'exposé des motifs, si la condition qui se rapporte aux suppléants est une condition d'éligibilité comme suppléant ou une condition de nomination comme membre.

On comparera le texte de l'avant-projet avec l'article 21 de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales.

Article 40.

Aucune disposition de l'avant-projet, sauf celle-ci, qui le fait incidemment dans l'alinéa 2, ne prévoit la fonction de greffier du Conseil. On peut se demander s'il n'y a pas là une lacune.

Article 52.

Le paragraphe 1er reproduit, en substance, l'article 83, § 1er, de la loi spéciale.

La combinaison de cette disposition avec l'article 69 de la même loi, que l'article 51 de l'avant-projet rend expressément applicable à la Communauté germanophone, pourrait donner lieu à des difficultés d'interprétation que laissent présager les difficultés du même ordre soulevées par l'article 5 des lois coordonnées du 20 juillet 1979 créant des institutions communautaires et régionales provisoires.

Il semble, cependant, justifié que le Gouvernement ait choisi de maintenir, malgré ces difficultés, une symétrie complète entre la loi spéciale et l'avant-projet.

Article 55.

Le paragraphe 2 crée une Commission de coopération qui est chargée de statuer sur les demandes d'aide aux activités culturelles qui sont introduites en faveur des minorités linguistiques établies dans les communes indiquées à l'article 8, 1° et 2°, et à l'article 16 des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative. Cette Commission accorde des subventions à charge d'un crédit mis à sa disposition par l'un et l'autre des deux Conseils de Communauté, c'est-à-dire le Conseil de la Communauté française et le Conseil de la Communauté germanophone.

Suivant l'alinéa 5 :

> "En l'absence de décision à l'égard d'un dossier introduit dans un délai de trois mois à compter de l'introduction du dossier, celui-ci peut être porté, à la demande d'une des parties, devant le Conseil des Ministres qui tranche le différend".

L'habilitation que va donner au législateur ordinaire l'article 59ter, § 2, alinéa 3, de la Constitution, ne porte, en ce qui concerne la coopération entre les Communautés, la coopération culturelle internationale ainsi que la coopération internationale, que sur les "formes" de ces coopérations.

S'agissant d'une disposition qui dérogerait à l'autonomie des Communautés, elle ne pourrait être interprétée que restrictivement.

En donnant au Conseil des Ministres le pouvoir de trancher un différend surgi au sein de la Commission de coopération, le

.../...

législateur ordinaire excéderait l'habilitation qui lui serait donnée par la disposition constitutionnelle précitée, car il ne s'agirait pas là d'une simple "forme" de coopération mais d'un véritable pouvoir d'imposer le contenu de cette coopération.

Si le Conseil d'Etat, dans son avis sur le projet n° 888, n'avait pas élevé d'objection à ce qu'une autorité nationale tranche un semblable différend, c'est que l'avant-projet qui lui était soumis était l'avant-projet d'une loi spéciale qui devait être votée à la majorité définie à l'article 1er, alinéa 5, de la Constitution.

Une solution inspirée des articles 31 et suivants de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles ne soulèverait pas la même objection.

Article 57.

Il faudrait écrire "visées à l'article 3" et supprimer les mots "de la loi spéciale relative à la Communauté germanophone".

Article 61.

A propos de l'article 32 (devenu l'article 35 dans le projet adapté aux observations du Conseil d'Etat) de l'avant-projet de loi ordinaire qui avait été soumis au Conseil d'Etat et dont l'article 61 du présent avant-projet reproduit les termes,

.../...

le Conseil d'Etat avait fait l'observation suivante :

"Dans le système prévu par le projet, seul un assesseur de la section de législation devra justifier de la connaissance de l'allemand.

Cette solution présente l'avantage d'éviter la difficulté qui aurait pu résulter des articles 29, alinéa 2, 73, § 3, et 88 des lois coordonnées (du 12 janvier 1973), dispositions qui auraient pu empêcher de composer légalement la chambre de la section d'administration saisie d'un recours contre un arrêté soumis précédemment à la section de législation au sein de laquelle ce conseiller aurait siégé en tant que membre de la section de législation justifiant de la connaissance de l'allemand.

Elle présente, par contre, d'un point de vue, il est vrai plus pratique que juridique, le double inconvénient de rendre impossible, d'une part, que la chambre siège sans assesseur en cas d'urgence, comme l'article 84 des lois coordonnées le permet, et, d'autre part, que la chambre soit composée légalement pour les affaires dans lesquelles l'assesseur justifiant de la connaissance de l'allemand sera tenu de s'abstenir, ainsi que pendant les périodes d'indisponibilité de cet assesseur (vacances, maladie, etc)".

A ces observations l'exposé des motifs répond que la disposition en projet "n'implique pas que cet assesseur doive nécessairement siéger lorsqu'un de ces projets sera examiné par la section de législation même s'il est souhaitable qu'il en soit ainsi".

Cette réponse n'est pas pleinement satisfaisante. En vertu de l'article 47 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, tel qu'il a été modifié par l'article 22 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, l'avis devra être formulé en allemand. Il ne paraît pas possible

.../...

de satisfaire à cette exigence si l'assesseur justifiant de la connaissance de la langue allemande ne participe pas à l'examen de toutes les demandes pour lesquelles l'avis doit être formulé en allemand.

Il s'indiquerait, dès lors, de prévoir un deuxième assesseur justifiant de la connaissance de la langue allemande, ce qui permettrait d'imposer la présence d'un tel assesseur pour toutes les affaires dans lesquelles l'avis doit être formulé en allemand.

En outre, la réponse du Gouvernement néglige l'intervention de l'auditorat. Si l'avis doit être formulé en allemand, cela implique que le rapport devra être établi dans cette langue. Il pourrait se faire que le seul auditeur légalement tenu à justifier de la connaissance de l'allemand soit absent ou empêché.

+

De toute façon, il n'y a pas de "chambre où siège" un assesseur déterminé, de sorte que ce n'est pas là un critère valable de distribution des affaires.

Il faudrait écrire, sous réserve de l'observation qui vient d'être faite :

"Toutefois les demandes faites en langue allemande sont portées devant une chambre et, le cas échéant, devant les chambres réunies, où siège (un) assesseur qui justifie de la connaissance de cette langue".

.../...

Article 64.

A propos de la disposition homologue de l'avant-projet de loi ordinaire relative à la Communauté germanophone (article 35 devenu l'article 38 du projet adapté aux observations du Conseil d'Etat), le Conseil d'Etat avait fait l'observation suivante :

> "Cet article s'inspire largement de l'article 32 de la loi ordinaire du 9 août 1980. Cependant, à la différence de cette dernière disposition, il ne prévoit pas d'effet suspensif de la concertation.
>
> Il n'indique pas davantage les conséquences d'un échec de celle-ci.
>
> L'exposé des motifs ne contient aucune explication à ce sujet.
>
> Dans ces conditions, il paraît difficile de voir une portée pratique dans l'attribution, par le paragraphe 3, d'une voix consultative au président de l'Exécutif de la Communauté germanophone.
>
> En effet, d'une part, le comité de concertation n'a, en cas d'échec de la concertation, aucun pouvoir de décision analogue à celui que lui confère l'alinéa 2 de l'article 32 précité et, d'autre part, au cas où la concertation aboutirait à un accord, celui-ci supposerait qu'un consentement ait pu être exprimé au nom de la Communauté germanophone mieux que sous forme d'un simple avis".

L'exposé des motifs ne s'explique pas sur la raison pour laquelle ces observations n'ont pas été prises en considération.

Article 71.

L'alinéa 1er devrait respecter la dénomination officielle du Conseil flamand.

.../...

Article 74.

Le Conseil d'Etat rappelle l'observation qu'il avait formulée à propos de l'article 45 (devenu l'article 48 dans le projet adapté aux observations du Conseil d'Etat) de l'avant-projet de loi ordinaire :

> "Cet article s'inspire de l'article 33 de la loi du 10 juillet 1973 relative au Conseil de la communauté culturelle allemande.
>
> Il ne prévoit cependant pas, à la différence de cette disposition, que les projets de traduction doivent être approuvés par le Conseil. L'exposé des motifs ne fournit aucune explication à cet égard".

L'exposé des motifs du présent avant-projet n'en fournit pas davantage.

Article 77.

C'est à tort que les guillemets ont été fermés à la fin du premier alinéa du texte en projet qui est appelé à remplacer l'article 105, alinéa 2, de la loi organique du 8 juillet 1976 concernant les centres publics d'aide sociale. Ces guillemets doivent être placés à la fin du 3° de l'alinéa 3 nouveau.

Au 1° de ce même alinéa, il y a lieu d'écrire "l'Exécutif flamand" et non "l'Exécutif de la Communauté flamande".

Article 79.

Suivant cet article, la loi du 10 juillet 1973 relative au Conseil de la Communauté culturelle allemande est abrogée.

.../...

Aux termes de la disposition transitoire de l'article 59ter de la Constitution :

> "La loi du 10 juillet 1973 relative au Conseil de la communauté culturelle allemande reste d'application jusqu'à l'entrée en vigueur des lois visées au § 1er, alinéa 1er, § 2, alinéa 3, § 6 et § 7".

Ou bien l'article 79 de l'avant-projet a le même objet que l'article 59ter de la Constitution et il est superflu, ou bien il a un objet différent et il est contraire audit article 59ter. Dans les deux cas il doit être omis.

OBSERVATION FINALE.

Dans le texte français de nombreuses dispositions de l'avant-projet, il y a lieu d'écrire "article 1er", "§ 1er", "alinéa 1er" et non "article 1", etc ...

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Zoals de Raad van State vroeger heeft gedaan naar aanleiding van het onderzoek van het ontwerp van bijzondere wet betreffende de Duitstalige Gemeenschap (1), verstrekt hij dit advies niettegenstaande het feit dat artikel 59ter, hetwelk de Regering heeft voorgesteld in de Grondwet in te voegen en dat voor dit voorontwerp als rechtsgrond moet dienen, tot dusver nog maar door een van beide Wetgevende Kamers is goedgekeurd.

Het spreekt vanzelf dat het advies wordt gegeven onder voorbehoud dat de tekst van dat artikel definitief wordt aangenomen zoals hij is voorgesteld en goedgekeurd.

II. In tegenstelling tot de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, die krachtens artikel 59bis van de Grondwet met de bij die bepaling voorgeschreven bijzondere meerderheid moest worden aangenomen, is er voor de goedkeuring van het ontwerp tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap slechts een gewone meerderheid vereist.

De verklarende nota die bij het voorstel van de Regering in verband met artikel 59ter gevoegd is, verantwoordt dat verschil als volgt :

> "Er is geen reden om die beschermingsmaatregel toe te passen om gemeenschapsbevoegdheden toe te kennen aan de Duitstalige Gemeenschap, daar die aangelegenheden, volgens de Grondwet, tot de bevoegdheid van de Nationale Staat of van de Duitstalige Gemeenschap moeten behoren en dus aan geen andere Gemeenschap worden onttrokken".

.../...

---

(1) Kamer, 1980-1981, Gedr. St. nr 888/1.

Het ontwerp beoogt aan de Duitstalige Gemeenschap een eigen bevoegdheid voor culturele en persoonsgebonden aangelegenheden toe te kennen. Het heeft niet tot doel aan die Gemeenschap bevoegdheid inzake gewestelijke aangelegenheden te verlenen, welke bevoegdheid thans krachtens de bijzondere wet van 8 augustus 1980 (artikelen 1, § 3, en 2, derde lid)(1) door het Waalse Gewest wordt uitgeoefend.

Er is geen algemeen bezwaar dat gewerkt wordt met een bij gewone meerderheid aan te nemen wet. Toch worden verderop twee bijzondere opwerpingen gemaakt, de ene in verband met artikel 9, de andere in verband met artikel 55, vijfde lid, van het voorontwerp.

III. In vele artikelen van de ontwerp-wet worden op de Duitstalige Gemeenschap bepalingen van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 toepasselijk gemaakt. Het behoeft geen betoog dat die bepalingen wat de Duitstalige Gemeenschap betreft geen andere waarde zullen hebben dan gehecht wordt aan een bij gewone meerderheid aangenomen wet.

IV. Wetgeving door verwijzing doet telkens de vraag rijzen of in geval van wijziging van de toepasselijk verklaarde wet de oude, dan wel de nieuwe bepaling voor de betrokken aangelegenheid geldt. In het onderhavige geval zij gewezen op de volgende passus uit de memorie van toelichting :

.../...

---

(1) Artikel 59ter, § 3, van de Grondwet, zoals het door de Kamer van Volksvertegenwoordigers is goedgekeurd, luidt als volgt :

"Op voorstel van hun respectieve Executieve kunnen de Raad van de Duitstalige Gemeenschap en de Waalse Gewestraad in onderlinge overeenstemming en elk bij decreet beslissen dat de Raad en de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap in het Duitse taalgebied geheel of gedeeltelijk bevoegdheden van het Waalse Gewest uitoefenen".

"Gelet op de bekommernis van de Regering om het statuut van de Duitstalige Gemeenschap, in het bijzonder wat de inhoud betreft, zo dicht mogelijk te laten aansluiten bij dat van de twee overige Gemeenschappen, werd in het ontwerp de techniek der verwijzing maximaal aangewend".

De Regering lijkt het dus zo te bedoelen dat bij wijziging van de bijzondere wet de gewijzigde bepaling van toepassing zal zijn op de Duitstalige Gemeenschap. Het spreekt vanzelf dat de gewone wetgever daar in voorkomend geval anders over zal kunnen beslissen.

V. Zoals er naar aanleiding van artikel 14 van de ontwerp-wet zal worden op gewezen, lijkt de Regering te denken aan de mogelijkheid van gedeeltelijke verkiezingen om in de vervanging van een of meer leden van de Raad te voorzien. Mocht dit voornemen worden bevestigd, dan ware het geraden in het ontwerp de bepalingen in te voegen die voor de organisatie van zodanige gedeeltelijke verkiezingen noodzakelijk zijn. Artikel 106 van het Kieswetboek zou daarbij eventueel als model kunnen dienen.

Evenmin is enige voorziening getroffen voor het geval dat de verkiezingen nietig worden verklaard (vgl. artikel 231, tweede lid, van het Kieswetboek).

VI. Het eerder voor advies aan de Raad van State voorgelegde voorontwerp van gewone wet bevatte een als volgt luidend artikel 31 (dat artikel 34 geworden is in het aan de opmerkingen van de Raad van State aangepaste ontwerp) :

.../...

"In de artikelen 45, § 5, en 46 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980, worden tussen de woorden "De Koning" en "dient" de woorden "of de Voorzitter van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap" ingevoegd".

Op dit artikel werd in de memorie van toelichting de volgende commentaar geleverd :

"Artikel 31.

Deze bepaling is verantwoord door het feit dat de Voorzitter van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap geen deel uitmaakt van de Nationale Regering.

Dus moest hem opdracht worden gegeven aan de Raad ontwerpen van decreten voor te leggen met het oog op de opheffing of het in overeenstemming brengen van de bepaling die door de Raad werd goedgekeurd en aan het Hof van Cassatie of aan de Raad van State werd voorgelegd, hetzij met het arrest of met de beslissing van de Wetgevende Kamers".

Hoewel de Executieven van de Gemeenschappen en van het Waalse Gewest geen deel meer uitmaken van de Nationale Regering, blijft de Koning krachtens de artikelen 45 en 46 van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State bevoegd om bij de Raad van de Gemeenschap of van het Gewest een ontwerp van decreet in te dienen "waarbij de aan het Hof van Cassatie (of aan de Raad van State) voorgelegde bepaling wordt opgeheven of in overeenstemming gebracht, hetzij met het arrest, hetzij met de beslissing van de Wetgevende Kamers".

Die artikelen zijn thans wat de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest betreft in tegenspraak met artikel 18 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980. Indien het voorontwerp de voormelde artikelen 45 en 46 op dat punt niet wijzigt, zal het zelf in tegenspraak zijn met artikel 59ter, § 5, van de Grondwet zoals het door de Regering voorgesteld en door de Kamer van Volksvertegenwoordigers goedgekeurd is.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Artikel 3.

Om een terminologische discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst weg te werken schrijve men in paragraaf 1 en in paragraaf 2 van de Franse tekst "les matières énoncées à" in plaats van "les matières définies par".

Artikel 4.

1. Al heeft de Raad van State als conclusie van de opmerking die hij naar aanleiding van artikel 4 (destijds artikel 5) van ontwerp nr 888 gemaakt had, toen geen voorstel tot wijziging van de Franse tekst kunnen doen, toch lijkt het nuttig die opmerking in dit advies te herhalen ten einde de strekking van het artikel te verduidelijken :

> "De Nederlandse tekst ("zijn van overeenkomstige toepassing") is nauwkeuriger dan de Franse ("sont applicables"). Daar het Frans geen equivalent heeft voor het adjectief "overeenkomstig" in de zin van de context en de Latijnse uitdrukking mutatis mutandis in een wetsbepaling dient te worden vermeden, moet de discrepantie tussen beide teksten worden aanvaard, zoals die ook aanvaard is voor dezelfde uitdrukkingen in de bijzondere wet tot hervorming der instellingen, met dien verstande dat de Nederlandse tekst de betekenis van de bepaling beter weergeeft dan de Franse".

Wat het onderhavige ontwerp betreft geldt de opmerking voor de artikelen 4, 6, 10, 44, 51, 54 en 60.

2. In verband met de verwijzing naar artikel 16 van de bijzondere wet had de Raad van State het volgende opgemerkt (Kamer, 1980-1981, Gedr. St. nr 888/1, blz. 8 en 9) :

.../...

"Al levert de overeenkomstige toepassing van de artikelen 5, § 2, en 8 tot 15 van de bijzondere wet op de Duitstalige Gemeenschap geen moeilijkheid op, voor de toepassing van artikel 16 liggen de zaken anders.

Dat artikel geeft de Gemeenschapsraden immers bevoegdheid tot het verlenen van instemmingen met de verdragen of akkoorden betreffende de samenwerking, onder meer in de aangelegenheid bedoeld in artikel 59bis, § 2, 2°, van de Grondwet, met name "het onderwijs, met uitsluiting van wat betrekking heeft op de schoolvrede, de leerplicht, de onderwijsstructuren, de diploma's, de toelagen, de wetten, de schoolbevolkingsnormen".

Het door de Regering voorgestelde artikel 59ter, § 2, eerste lid, bepaalt echter :

"De Raad regelt bij decreet :

1° de culturele aangelegenheden;

2° de persoonsgebonden aangelegenheden;

3° het onderwijs, binnen de grenzen bepaald door artikel 59bis, § 2, 2°;

4° de samenwerking tussen de gemeenschappen, alsook de internationale samenwerking in de aangelegenheden bedoeld in 1° en 2°" (1).

Daar het onderwijs bedoeld is onder 3° volgt duidelijk uit 4° dat de Raad van de Duitstalige Gemeenschap niet bevoegd zal zijn voor de internationale samenwerking in deze aangelegenheid, zodat artikel 16 van de bijzondere wet niet geheel op die Gemeenschap toepassing zal kunnen vinden.

.../...

---

(1) De door de Kamer goedgekeurde tekst is zeer gelijklopend. Toch is 4° als volgt geredigeerd :

"4° de samenwerking tussen de gemeenschappen, de internationale culturele samenwerking alsook de internationale samenwerking in de in 2° bedoelde aangelegenheden".

Deze wijziging heeft echter geen terugslag op de in verband met ontwerp nr 888 gemaakte opmerking.

Het ware derhalve beter dat het ontwerp de bevoegdheid van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap wat betreft de instemming met verdragen en akkoorden zou regelen in een eigen bepaling en niet door verwijzing naar de bijzondere wet".

Deze opmerking heeft niet geleid tot enige wijziging van de ontworpen tekst noch tot enige commentaar in de memorie van toelichting.

Artikel 5.

De in dit artikel gebezigde uitdrukking "... de in de artikelen 8 tot 11 van de bijzondere wet bedoelde aangelegenheden" is niet geheel juist want in die bepalingen worden eigenlijk geen aangelegenheden genoemd.

Anderzijds moet bij het redigeren van het artikel rekening worden gehouden met de nieuwe bepaling die door paragraaf 3 van artikel 59ter wordt gevormd.

Derhalve wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Onverminderd de bevoegdheden die door de Grondwet zijn voorbehouden voor de wet, regelt de Raad de aangelegenheden die bij artikel 3 van deze wet of krachtens artikel 59ter, § 3, aan de Duitstalige Gemeenschap worden toegekend.

Wat de in het eerste lid vermelde aangelegenheden betreft, heeft de Raad de bevoegdheden waarin de artikelen 8, 9, 10 en 11 van de bijzondere wet voorzien".

.../...

Artikel 7.

Om een doublure tussen het eerste en het vierde lid van paragraaf 2 te vermijden, schrappe men de woorden "voor vier jaar" in het eerste lid.

Artikel 9.

Artikel 10 van het eerder voor advies aan de Raad van State voorgelegde voorontwerp van bijzondere wet betreffende de Duitstalige Gemeenschap bepaalt :

"Niemand kan tegelijk lid zijn van de Raad en van de Kamer van Volksvertegenwoordigers of van de Senaat of van de Nationale Regering".

Die bepaling had vanwege de Raad van State aanleiding gegeven tot de volgende opmerkingen :

"In de memorie van toelichting geeft de Regering uiting aan haar bekommernis "om het statuut van de Duitstalige Gemeenschap, zowel naar de vorm als naar de inhoud, zo dicht mogelijk te laten aansluiten bij dat van de twee overige Gemeenschappen ...".

Zij verklaart overigens, in verband met artikel 11 :

"De onverenigbaarheid en ontzeggingen betreffende de leden en gewezen leden van de Raad en van de Executieve zijn dezelfde als die welke van toepassing zijn voor de Vlaamse en de Franse Gemeenschap".

Deze beweringen worden tegengesproken door artikel 10, waar het bepaalt : "Niemand kan tegelijk lid zijn van de Raad en van de Kamer van Volksvertegenwoordigers of van de Senaat of van de nationale Regering", en de leden van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap zodoende onderwerpt aan onverenigbaarheden die niet gelden voor de leden van de Raden van de twee andere Gemeenschappen.

.../...

Volgens de memorie van toelichting heeft deze bepaling tot doel "te vermijden dat bepaalde mandatarissen tegelijkertijd lid zouden zijn van de Franse en de Duitstalige Gemeenschapsraad". Die overweging heeft geen betrekking op het ambt van Minister of van Staatssecretaris en kan derhalve het verbod om die ambten uit te oefenen niet rechtvaardigen.

Wat de onverenigbaarheid met betrekking tot een "parlementair mandaat" betreft, is het juist dat, in de huidige stand van de wetgeving, het lid van de Kamer van Volksvertegenwoordigers of de senator, die van rechtswege lid is van de Raad van de Franse Gemeenschap of van de Vlaamse Raad en zijn woonplaats in het Duitse taalgebied heeft, tot lid van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap verkozen zou kunnen worden. Bij gemis van een bepaling die het hem zou verbieden, zou hij in beide Raden zitting kunnen hebben.

Indien artikel 10, zoals de Regering verklaart, een zodanige cumulatie wil voorkomen, kan dat doel gemakkelijk worden bereikt zonder dat aan de leden van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap verbod wordt opgelegd om een parlementair mandaat uit te oefenen.

Daartoe zou kunnen worden volstaan met een bepaling die stelt dat de leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers of de senatoren die verkozen worden tot lid van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap, geen zitting hebben in de Raad van een andere Gemeenschap.

De ontworpen bepaling zou kunnen worden ingevoegd in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

De onverenigbaarheden waarin artikel 10 voorziet, zouden tussen Belgische staatsburgers, naargelang zij tot de Duitstalige dan wel tot een van de twee andere Gemeenschappen behoren, een ongelijkheid doen ontstaan ten aanzien van hun recht om de in die bepaling bedoelde mandaten en ambten uit te oefenen.

De eerste van die onverenigbaarheden - die niet onmisbaar is om het doel waarvoor ze wordt ingesteld te bereiken - zou een ongelijkheid in rechte doen ontstaan die niet objectief verantwoord is en bijgevolg neerkomt op een discriminatie die strijdt met het in artikel 6 van de Grondwet gehuldigde gelijkheidsbeginsel.

Ten aanzien van de tweede onverenigbaarheid - waarvoor geen enkele verantwoording is gegeven - geldt a fortiori dezelfde opmerking".

.../...

De Regering is in het onderhavige voorontwerp op de suggestie van de Raad van State ingegaan. Zij heeft daarbij echter uit het oog verloren dat het in casu niet meer gaat om het voorontwerp van een bijzondere wet. Een gewone wet kan uiteraard niet afwijken van artikel 25 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 door te voorzien in gevallen die een beletsel vormen om "zitting (te) hebben in de Raad van een andere Gemeenschap".

Artikel 9 moet dus vervallen. De onverenigbaarheid die het wil invoeren zou slechts kunnen volgen uit een bij bijzondere meerderheid aangenomen bepaling die, zoals de Raad van State in overweging had gegeven, beter in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 zou worden ingevoegd.

Artikel 14.

Indien de Regering zoals uit de door haar gemachtigde verstrekte inlichtingen blijkt, wel degelijk de bedoeling heeft gedeeltelijke verkiezingen te laten houden om in de vervanging van sommige Raadsleden te voorzien, is het verantwoord het bijvoeglijk naamwoord "gewone" in het eerste lid van paragraaf 1 te behouden.

Artikel 15.

Zoals in het vroegere ontwerp van gewone wet was bepaald, vormen de gemeenten van het Duitse taalgebied een enkel kiesgebied waarvan het hoofdbureau te Eupen is gevestigd.

.../...

Het hoofdbureau van het kiesgebied zetelt tevens als hoofdbureau van het kanton Eupen. Het wordt voorgezeten door de vrederechter van Eupen. Een kanton-hoofdbureau wordt ingesteld te Sankt-Vith. Voorzitter is de vrederechter van Sankt-Vith.

Het zonder meer verwijzen naar artikel 95, § 7, van het Kieswetboek, dat op zijn beurt verwijst naar artikel 100 van datzelfde Wetboek, heeft tot gevolg dat de secretarissen van het hoofdbureau van het kiesgebied en van het kanton-hoofdbureau niet uit de kiezers van het kiesgebied of van de gemeente maar uit die van het arrondissement zouden moeten worden aangewezen.

Volgens de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen is dat gevolg door de Regering niet gewild. De tekst zou dan ook moeten worden herzien.

Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 34, tweede lid.

Artikel 16.

1. De verwijzing naar artikel 107 van het Kieswetboek zou meebrengen dat voor gewone verkiezingen zouden moeten worden opgeroepen de kiezers die op 1 april "voorafgaand aan de datum van de verkiezingen" in het kiezersregister ingeschreven zijn. Wanneer rekening wordt gehouden met hetgeen in artikel 20 van het onderhavige voorontwerp wordt bepaald, moet de datum van 1 april uiteraard worden vervangen door de datum van 1 september en zou de verwijzing die artikel 107 van het Kieswetboek naar artikel 14, eerste lid, van datzelfde wetboek maakt,

.../...

vervangen moeten worden door een verwijzing naar artikel 20, eerste lid, van het onderhavige voorontwerp.

Artikel 22 van het voorontwerp behoeft een soortgelijke opmerking doordat het verwijst naar artikel 95, §§ 12 en 13, van het Kieswetboek.

2. Men kan zich afvragen of het wel aan de bedoeling van de Regering beantwoordt (vgl. artikel 36 van het voorontwerp), de verantwoordelijkheid voor het oproepen van de kiezers bij de Minister van Binnenlandse Zaken te doen berusten, want dat zal toch het gevolg zijn van de blote verwijzing naar artikel 107 van het Kieswetboek. Wat de eerste oproeping betreft, herleze men evenwel de bij artikel 36 gemaakte opmerking.

Artikel 26.

Om iedere betwisting te voorkomen zou het verkieslijk zijn, zoals in artikel 104, tweede lid, van het Kieswetboek, te schrijven :

"De voorzitter, bijzitters en secretarissen van de verschillende stembureaus en de getuigen van de kandidaten leggen de bij artikel 104 van het Kieswetboek voorgeschreven eed af".

Met deze formulering zou het mogelijk worden het voorontwerp eenvoudiger te redigeren en inzonderheid artikel 15, § 4, derde lid, artikel 28 en artikel 34, derde lid, te laten wegvallen.

.../...

Artikel 27.

Dit artikel is de weergave van artikel 12 (dat artikel 14 is geworden in het met de opmerkingen van de Raad van State in overeenstemming gebrachte ontwerp) van het voorontwerp van gewone wet dat onder nr. L. 14.151 door de Raad van State is onderzocht.

Betreffende dit artikel werd in voormeld advies de volgende opmerking gemaakt :

> "Artikel 115bis van het Kieswetboek, dat door artikel 12 van het ontwerp van overeenkomstige toepassing wordt verklaard, bepaalt in paragraaf 1 dat de verschillende in het Parlement vertegenwoordigde politieke groepen een akte tot bescherming van hun letterwoord kunnen indienen.
>
> Het overnemen van die bepaling voor de verkiezingen voor de Raad van de Duitstalige gemeenschap doet twee moeilijkheden rijzen, die in de tekst zelf van het ontwerp zouden moeten worden opgelost :
>
> 1. Hoe zullen de nationale letterwoorden eventueel kunnen worden gebruikt ?
>
> 2. Komt er een op de Duitstalige gemeenschap afgestemde regeling in de aard van die van artikel 115bis ?".

Aan de hand van de memorie van toelichting kan niet worden uitgemaakt of met die opmerking rekening is gehouden.

Artikel 36.

Dit artikel is conform het voorstel dat de Raad van State in zijn advies L. 14.151 heeft gedaan bij artikel 19. Het houdt echter geen rekening met de slotopmerking die de Raad van State toen had gemaakt :

.../...

"Mocht de aangegeven oplossing worden aanvaard, dan zou het geraden zijn in het ontwerp een overgangsbepaling op te nemen volgens welke de Minister van Binnenlandse Zaken zijn bevoegdheid behoudt voor de eerste verkiezing van de Raad van de Duitstalige gemeenschap".

Artikel 37.

Volgens de tweede volzin van het tweede lid moeten de opvolgers voldoen aan de vereisten bepaald bij artikel 8. Welnu, dit artikel stelt de vereisten vast waaraan de leden van de Raad moeten voldoen.

Er zou, op zijn minst in de memorie van toelichting, moeten worden verduidelijkt of het vereiste dat de opvolgers betreft, een vereiste is voor de verkiesbaarheid als opvolger of een vereiste voor de benoeming als lid.

Men vergelijke de tekst van het voorontwerp met artikel 21 van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen.

Artikel 40.

In geen enkele bepaling van het voorontwerp, behalve terloops in het tweede lid van dit artikel, wordt voorzien in het ambt van griffier van de Raad. Men kan zich afvragen of daar geen leemte bestaat.

Artikel 52.

Paragraaf 1 neemt in hoofdzaak artikel 83, § 1, van de bijzondere wet over.

.../...

De combinatie van de bepaling met artikel 69 van dezelfde wet, dat door artikel 51 van het voorontwerp uitdrukkelijk van overeenkomstige toepassing wordt verklaard op de Duitstalige Gemeenschap, zou aanleiding kunnen geven tot interpretatiemoeilijkheden. De moeilijkheden die ontstaan zijn met artikel 5 van de gecoördineerde wet van 20 juli 1979 tot oprichting van voorlopige gemeenschap- en gewestinstellingen doen dat verwachten.

Toch lijkt het verantwoord dat de Regering ondanks die moeilijkheden, gekozen heeft voor het in stand houden van een algehele symmetrie tussen de bijzondere wet en het voorontwerp.

Artikel 55.

Paragraaf 2 richt een Commissie voor samenwerking op die gelast wordt te beschikken op de aanvragen om steun voor culturele werkzaamheden die worden ingediend ten gunste van de taalminderheden gevestigd in de gemeenten die zijn genoemd in artikel 8, 1° en 2°, en in artikel 16 van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken. De Commissie verleent toelagen ten bezware van een krediet dat haar ter beschikking wordt gesteld door elk van beide Gemeenschapsraden, namelijk door de Franse Gemeenschapsraad en de Raad van de Duitstalige Gemeenschap.

Het vijfde lid luidt :

> "Bij gebrek van beslissing over een ingediend dossier binnen een termijn van drie maand vanaf het indienen van het dossier, kan dit op verzoek van één van de partijen aanhangig worden gemaakt bij de Ministerraad die het geschil beslecht".

De opdracht van bevoegdheid die artikel 59ter, § 2, derde lid, van de Grondwet aan de gewone wetgever gaat geven,

zal wat de samenwerking tussen de Gemeenschappen, de internationale culturele samenwerking alsmede de internationale samenwerking betreft,alleen op de "vormen" van die samenwerking slaan.

Vermits het gaat om een bepaling die zou afwijken van de autonomie van de Gemeenschappen, zou ze slechts beperkend kunnen worden uitgelegd.

Door aan de Ministerraad de macht te verlenen om een in de Commissie voor samenwerking gerezen geschil te beslechten, zou de gewone wetgever de bevoegdheid overschrijden die hem door voornoemde grondwetsbepaling zou worden verleend; het zou dan immers niet meer gaan om een loutere "vorm" van samenwerking maar om een werkelijke macht om te bepalen wat die samenwerking inhoudt.

Als de Raad van State in zijn advies over ontwerp nr. 888 geen bezwaar heeft geopperd tegen het feit dat een nationale overheid een soortgelijk geschil zou beslechten, dan was het omdat het hem toen voorgelegde voorontwerp een voorontwe was van een bijzondere wet die moest worden aangenomen met de in artikel 1, vijfde lid, van de Grondwet, bepaalde meerderheid.

Een oplossing waarbij zou worden uitgegaan van de artikelen 31 en volgende van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zou niet hetzelfde bezwaar doen rijzen.

.../...

Artikel 57.

De woorden "van de bijzondere wet betreffende de Duitstalige Gemeenschap" zouden moeten worden geschrapt.

Artikel 61.

Naar aanleiding van artikel 32 (dat artikel 35 is geworden in het met de opmerkingen van de Raad van State in overeenstemming gebrachte ontwerp) van het voorontwerp van gewone wet dat aan de Raad van State was voorgelegd en waarvan artikel 61 van het onderhavige voorontwerp de bewoordingen overneemt, heeft de Raad van State de volgende opmerking gemaakt :

> "In de ontworpen regeling zal alleen een assessor van de afdeling wetgeving het bewijs van de kennis van het Duits moeten leveren.
>
> Deze oplossing heeft het voordeel dat zij de moeilijkheid ondervangt die zou kunnen volgen uit de combinatie van de artikelen 29, tweede lid, 73, § 3, en 88 van de gecoördineerde wetten; die bepalingen hadden immers een hinderpaal kunnen zijn voor de wettige samenstelling van de kamer van de afdeling administratie die kennis dient te nemen van een beroep tegen een besluit dat al eerder zou zijn voorgelegd aan de afdeling wetgeving waarin de staatsraad, die bewijst het Duits machtig te zijn, als lid van de kamer wetgeving, zitting zou hebben gehad.
>
> Uit een weliswaar meer praktisch dan juridisch oogpunt biedt die oplossing echter het tweevoudig nadeel dat zij het onmogelijk maakt, enerzijds dat de kamer in spoedgevallen zonder assessor zitting neemt, zoals artikel 84 van de gecoördineerde wetten toestaat,

.../...

anderzijds dat de kamer wettig wordt samengesteld voor de zaken waarin de assessor die doet blijken van de kennis van het Duits, zich zal dienen te onthouden, alsook tijdens de periodes waarin die assessor niet beschikbaar is (vakantie, ziekte, enz.)".

De memorie van toelichting weerlegt die opmerkingen door te stellen dat de ontworpen bepaling echter niet inhoudt "dat die assessor noodzakelijk moet zetelen wanneer één van die ontwerpen onderzocht zal worden door de afdeling wetgeving, al is dit evenwel wenselijk".

Dit antwoord bevredigt niet helemaal. Krachtens artikel 47 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, zoals het gewijzigd is bij artikel 22 van de gewone wet van 9 augustus 1980, tot hervorming der instellingen, zal het advies in het Duits moeten worden opgesteld. Het lijkt niet mogelijk aan die eis te voldoen indien de assessor die het bewijs levert van de kennis van het Duits, niet deelneemt aan het onderzoek van alle aanvragen waarvoor het advies in het Duits moet worden opgesteld.

Het ware derhalve geraden te voorzien in de aanstelling van een tweede assessor die het bewijs levert van de kennis van het Duits, waardoor het mogelijk zou worden te eisen dat zulk een assessor aanwezig is bij alle zaken waarvoor het advies in het Duits moet worden opgesteld.

Daarenboven veronachtzaamt het antwoord van de Regering het optreden van het auditoraat. Indien het advies in het Duits moet worden opgesteld, moet ook het verslag in die taal worden geredigeerd. Het zou kunnen gebeuren dat de enige auditeur die wettelijk het bewijs moet leveren van de kennis van het Duits, afwezig of verhinderd is.

+

Hoe dan ook, er bestaat geen "Kamer waarin" een bepaalde assessor "zitting heeft". Dit is dus geen geldige maatstaf voor de toewijzing van de zaken.

Onder voorbehoud van de zoëven gemaakte opmerking, zou dienen te worden geschreven :

"De aanvragen die worden gedaan in het Duits worden evenwel voor een kamer gebracht, in voorkomend geval voor de verenigde kamers, waarin (een) assessor zitting heeft die het bewijs levert van de kennis van die taal".

Artikel 64.

Naar aanleiding van de overeenkomstige bepaling van het voorontwerp van gewone wet betreffende de Duitstalige Gemeenschap (artikel 35 dat artikel 38 is geworden van het met de opmerkingen van de Raad van State in overeenstemming gebrachte ontwerp), heeft de Raad van State de volgende opmerking gemaakt :

> "Dit artikel is in ruime mate ontleend aan artikel 32 van de gewone wet van 9 augustus 1980. Anders dan laatstgenoemde bepaling, bepaalt het echter niet dat het overleg schorsende kracht heeft.
>
> Het bepaalt evenmin wat de gevolgen zijn indien het overleg tot geen oplossing leidt.
>
> De memorie van toelichting geeft hieromtrent geen uitleg.
>
> Onder die omstandigheden kan bezwaarlijk een praktische strekking worden gezien in de toekenning, door paragraaf 3, van een raadgevende stem aan de voorzitter van de Executieve van de Duitstalige gemeenschap.
>
> Enerzijds immers heeft het Overlegcomité, ingeval het overleg niet tot een oplossing leidt, geen enkele

.../...

beslissingsmacht als die welke het tweede lid van artikel 32 van de gewone wet van 9 augustus 1980 aan het Comité toekent en, anderzijds, indien het overleg tot een oplossing mocht leiden, zou dat veronderstellen dat namens de Duitstalige gemeenschap een instemming kon worden gegeven, beter dan in de vorm van een gewoon advies".

De memorie van toelichting geeft geen verklaring voor het niet in aanmerking nemen van die opmerkingen.

Artikel 71.

Het eerste lid zou de officiële benaming van de Vlaamse Raad en van de Franse Gemeenschapsraad in acht moeten nemen.

Artikel 74.

De Raad van State moge de opmerking herhalen die hij heeft gemaakt naar aanleiding van artikel 45 (dat artikel 48 is geworden in het met de opmerkingen van de Raad van State in overeenstemming gebrachte ontwerp) van het voorontwerp van gewone wet :

"Dit artikel gaat uit van artikel 33 van de wet van 10 juli 1973 betreffende de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap.

Anders dan die bepaling, stelt dit artikel niet dat de ontwerpen van vertaling door de Raad moeten worden goedgekeurd. De memorie van toelichting verstrekt hieromtrent geen uitleg".

De memorie van toelichting bij het onderhavige voorontwerp verstrekt er evenmin.

.../...

Artikel 77.

Aan het slot van het eerste lid van de ontworpen tekst die bedoeld is om artikel 105, tweede lid, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn te vervangen, zijn de aanhalingstekens ten onrechte gesloten. Die aanhalingstekens moeten worden geplaatst aan het slot van de tekst onder 3° van het nieuwe derde lid.

In de tekst van datzelfde lid schrijve men onder 1° "de Vlaamse Executieve" en niet "de Executieve van de Vlaamse Gemeenschap" en onder 2° "de Franse Gemeenschapsexecutieve" in plaats van "de Executieve van de Franse Gemeenschap".

Artikel 79.

Luidens dit artikel wordt de wet van 10 juli 1973 betreffende de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap opgeheven.

De overgangsbepaling van artikel 59ter van de Grondwet luidt :

> "Tot de inwerkingtreding van de in § 1, eerste lid, § 2, derde lid, § 6 en § 7, bedoelde wetten blijft de wet van 10 juli 1973 betreffende de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap van toepassing".

Ofwel heeft artikel 79 van het voorontwerp dezelfde strekking als artikel 59ter van de Grondwet en dan is het overbodig, ofwel heeft het een andere strekking en dan is het strijdig met voornoemd artikel 59ter. In beide gevallen moet het worden weggelaten.

.../...

SLOTOPMERKING.

In de Franse tekst van heel wat bepalingen van het voorontwerp moet worden geschreven "article 1er", "§ 1er", "alinéa 1er" en niet "article 1", enz. ...

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE,
de Heren :

Ch. HUBERLANT,
P. FINCOEUR,

Madame : R. DEROY,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Les rapports ont été présentés par MM. W. VAN ASSCHE, auditeur général, et M. DUMONT, premier auditeur, Mme M.-Th. BOURQUIN, premier auditeur, et M. C. ROUSSEAUX, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

De verslagen werden uitgebracht door de HH. W. VAN ASSCHE, auditeur-generaal, en M. DUMONT, eerste auditeur, Mevr. M.-Th. BOURQUIN, eerste auditeur, en de H. C. ROUSSEAUX, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.